



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Linguistic Services Division / Division des services
linguistiques
Les Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington, 5ième étage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Services de formation linguistique	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-191887/C	Date 2019-02-11
Client Reference No. - N° de référence du client 20191887	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$ZF-521-34607
File No. - N° de dossier 521zf.EN578-191887	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-02-22	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Courteau, Josianne	Buyer Id - Id de l'acheteur 521zf
Telephone No. - N° de téléphone (613) 720-9517 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 11 LAURIER ST Gatineau Quebec K1A0S5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Demande de renseignements (DDR)

1. Objectifs de la DDR

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) vous invite à participer à une discussion pour proposer des solutions aux sections qui semblent problématiques dans l'ébauche de demande d'offres à commandes publié lors de la demande de renseignements EN578-191887/B. Cette demande de renseignements concerne des offres à commandes (OC) potentielles pour des services de formation linguistiques dans la région de la capitale nationale. L'objectif de la présente DDR est de donner à l'industrie l'occasion de formuler des solutions dès maintenant pour réduire les questions qui pourraient se poser lorsque les demandes d'offres à commandes (DOC) seront publiées.

2. Contexte

Travaux publics et Services gouvernementaux a déjà publié deux demandes de renseignements pour des services de formation linguistiques dans la région de la capitale nationale.

Une première DDR avaient été publiées à l'automne 2018 et la deuxième DDR à l'hiver 2018/19. Les résultats se trouvent à l'annexe B.

3. Nature de la présente DDR

Ceci n'est pas une demande d'offres à commandes. Cette DDR ne donnera pas lieu à l'attribution d'offres à commandes. Par conséquent, les offrans éventuels de tous biens ou services décrits dans la demande ne devraient pas réserver des stocks ou des installations ni affecter des ressources en fonction des renseignements présentés dans les présentes. La DDR ne donnera pas lieu par ailleurs à la création d'une liste d'offrans. Ainsi, le fait qu'un offrant éventuel réponde ou non à cette DDR ne l'empêchera pas de participer à tout processus d'acquisition ultérieur. En outre, l'approvisionnement en biens et services décrits dans la présente DDR ne correspondra pas nécessairement au contenu de la présente DDR. Celle-ci vise seulement à obtenir les commentaires de l'industrie sur les points qui y sont abordés.

4. Discussion avec l'industrie

L'objet de la DDR est de dialoguer avec l'industrie afin d'obtenir de la rétroaction, des recommandations à propos des commentaires déjà recueillis lors des deux DDR précédentes.

Une séance de discussion est prévue le 27 février 2019 de 9h30 à 11h30 au 10 rue Wellington à Gatineau. Une deuxième séance de discussion sera ajoutée seulement si plus de 10 participants s'inscrivent à la séance du 27 février 2019. Cette deuxième séance sera prévue le 28 février 2019 de 13h00 à 15h00 au 10 rue Wellington à Gatineau.

Pour qu'une séance de discussion ait lieu, il doit y avoir un minimum de 3 participants.

Chaque fournisseur intéressé peut envoyer un maximum de un représentant lors de la séance de discussion. Le nom de chaque représentant doit être envoyé par courriel à l'autorité de la demande de renseignements au plus tard la date et l'heure de fermeture de cette DDR.

L'ordre du jour de la rencontre est disponible à l'Annexe A.

5. Portée des travaux

TPSGC envisage une portée des travaux qui inclurait les champs de travail de services suivants dans la région de la capitale nationale :

Champ de travail
1. Formation de groupe à temps plein en français ou en anglais chez l'offrant
2. Formation de groupe à temps partiel en français ou en anglais chez l'offrant
3. Formation de groupe à temps partiel en français ou en anglais en institution fédérale
4. Formation individuelle à temps plein en français ou en anglais chez l'offrant
5. Formation individuelle à temps partiel en français ou en anglais chez l'offrant

6. Formation individuelle à temps partiel en français ou en anglais en institution fédérale

Pour obtenir plus d'informations au sujet des DDR précédentes, veuillez consulter le site achats et ventes (www.achatsetventes.gc.ca) et prendre connaissance des DDR EN578-191887/A et EN578-191887/B.

6. Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a pas d'exigences relatives à la sécurité rattachées à la présentation d'une réponse à la présente DDR.

7. Coûts relatifs à la réponse

Le Canada ne remboursera pas les dépenses engagées par les répondants pour répondre à cette DDR.

8. Traitement des réponses/discussions

Utilisation des réponses/discussions

Les réponses ne seront pas évaluées. Toutefois, le Canada pourra les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'acquisition. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la demande de renseignements et peut, à sa discrétion, examiner les réponses reçues après cette date.

Équipe d'examen

Une équipe d'examen constituée de représentants du Canada examinera les réponses. Le Canada se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser des ressources du gouvernement, s'il le juge nécessaire, pour l'examen des réponses. Chaque réponse ne sera pas nécessairement examinée par tous les membres de l'équipe complète d'examineurs.

Confidentialité

Le Canada traitera les réponses conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

9. Suivi

Le Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec les répondants afin de leur poser des questions supplémentaires ou de leur demander des précisions sur tout aspect d'une réponse.

10. Langues officielles

Les réponses à la présente DDR peuvent être présentées dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada. Chaque participant aux discussions pourra participer dans la langue officielle de son choix.

11. Présentation des réponses

a) Date et lieu de soumission des réponses : Les parties intéressées doivent envoyer leur réponse par courriel à l'autorité de la demande de renseignements avant la date et l'heure et au lieu indiqués en page 1 de la DDR.

b) Responsabilité quant au respect du délai de livraison : Il incombe à chaque répondant de veiller à ce que sa réponse soit transmise dans les délais prescrits.

12. Autorité de la demande d'information

Toute demande de renseignements et toute autre communication liée au processus de consultation avec l'industrie, y compris la présentation des réponses à la DDR, doivent être adressées exclusivement au responsable de la DDR ci-dessous :

Josianne Courteau

TPSGC.PAFormationLinguistique-APLanguageTraining.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Chef d'équipe d'approvisionnements

Direction de l'approvisionnement des services professionnels spécialisés

Téléphone: 613-720-9517

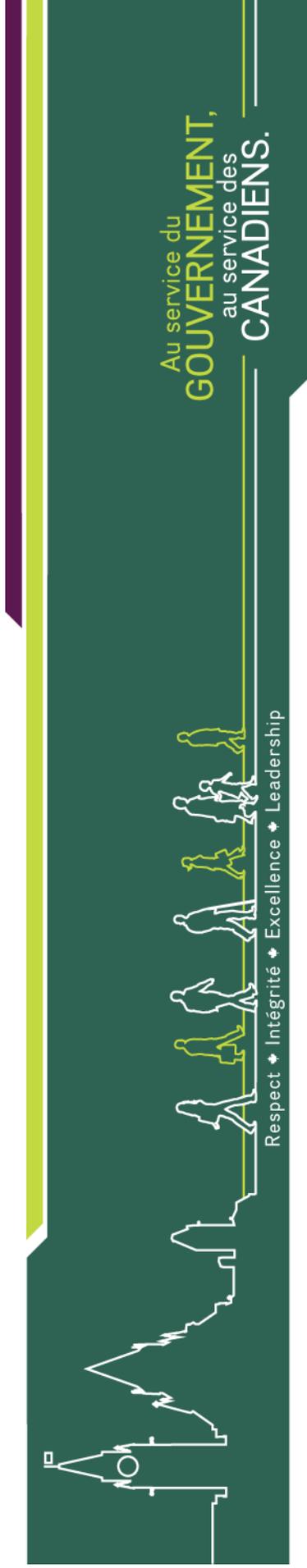
Annexe A

Ordre du jour de la séance de discussions

Sujets	Temps alloué
Mot d'ouverture / présences	10 minutes
Tests de placement	20 minutes
Allocation des commandes	30 minutes
Évaluation technique et évaluation des ressources	10 minutes
Évaluation financière	20 minutes
Méthode de sélection des offrants	20 minutes
Mot de la fin / Prochaines étapes	10 minutes

Annexe B

Résultats des DDR précédentes



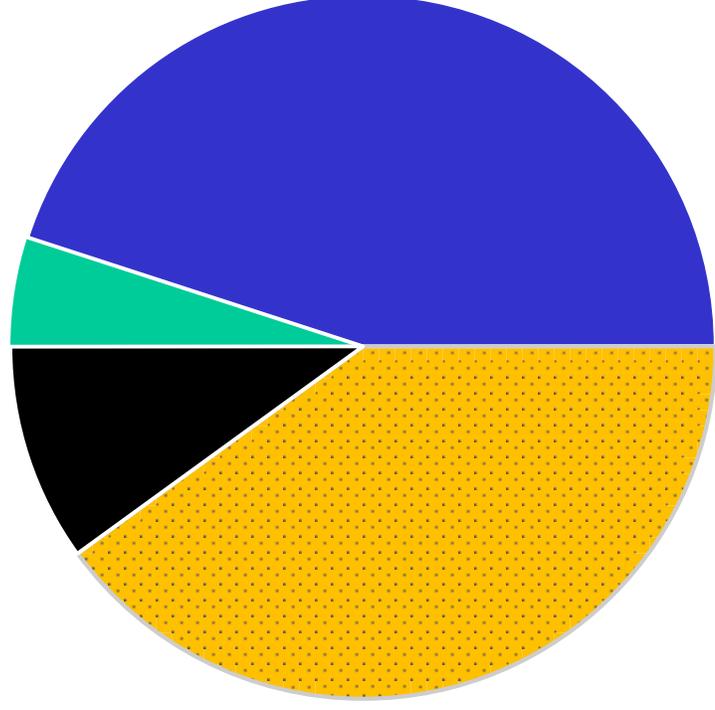
Résultats demande de renseignements

Services de formation en langues
secondes

EN578-191887/A

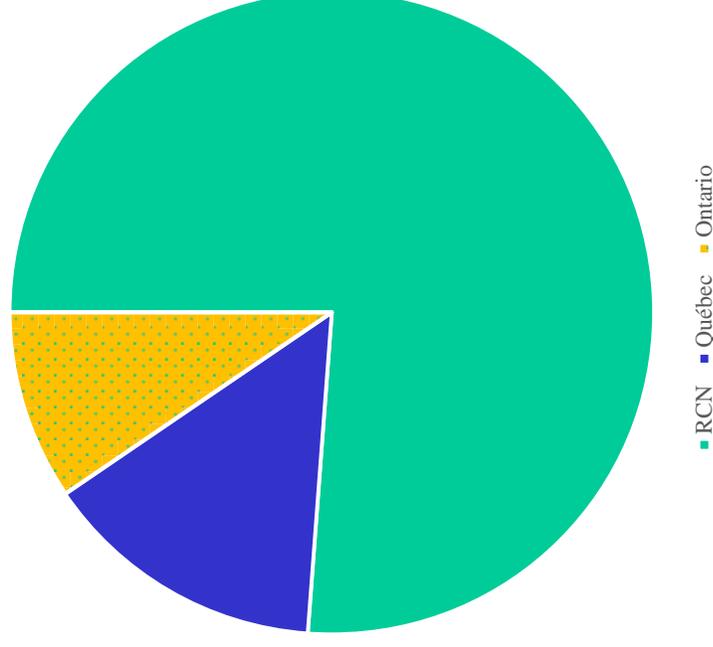


Quelle est la taille de votre entreprise?

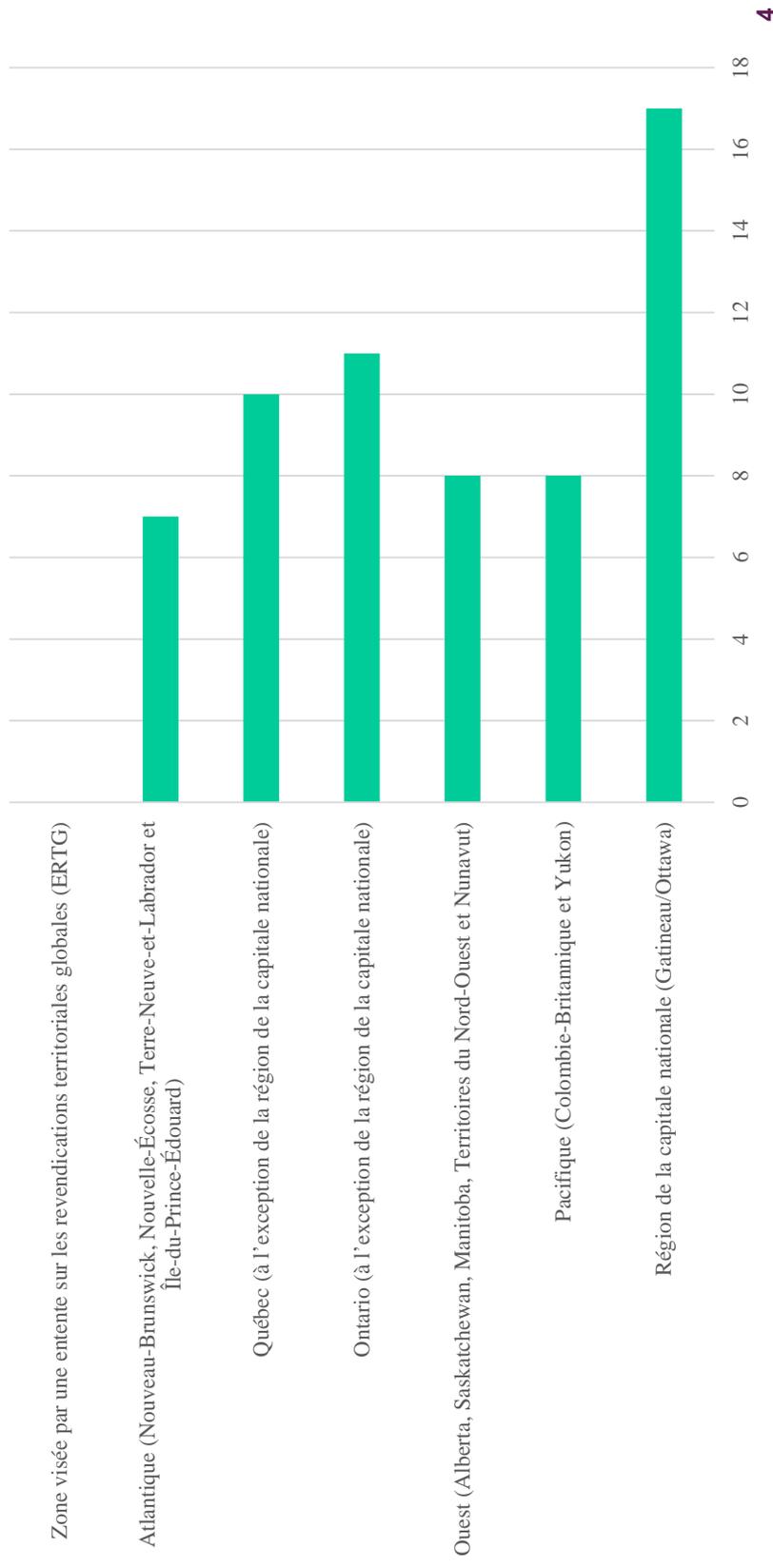


- Micro-entreprise (de 1 à 4 employés)
- Petite entreprise (de 5 à 50 employés)
- Moyenne entreprise (de 51 à 499)
- Grande entreprise (500 employés ou plus)

Dans quelle région votre société mère se trouve-t-elle?



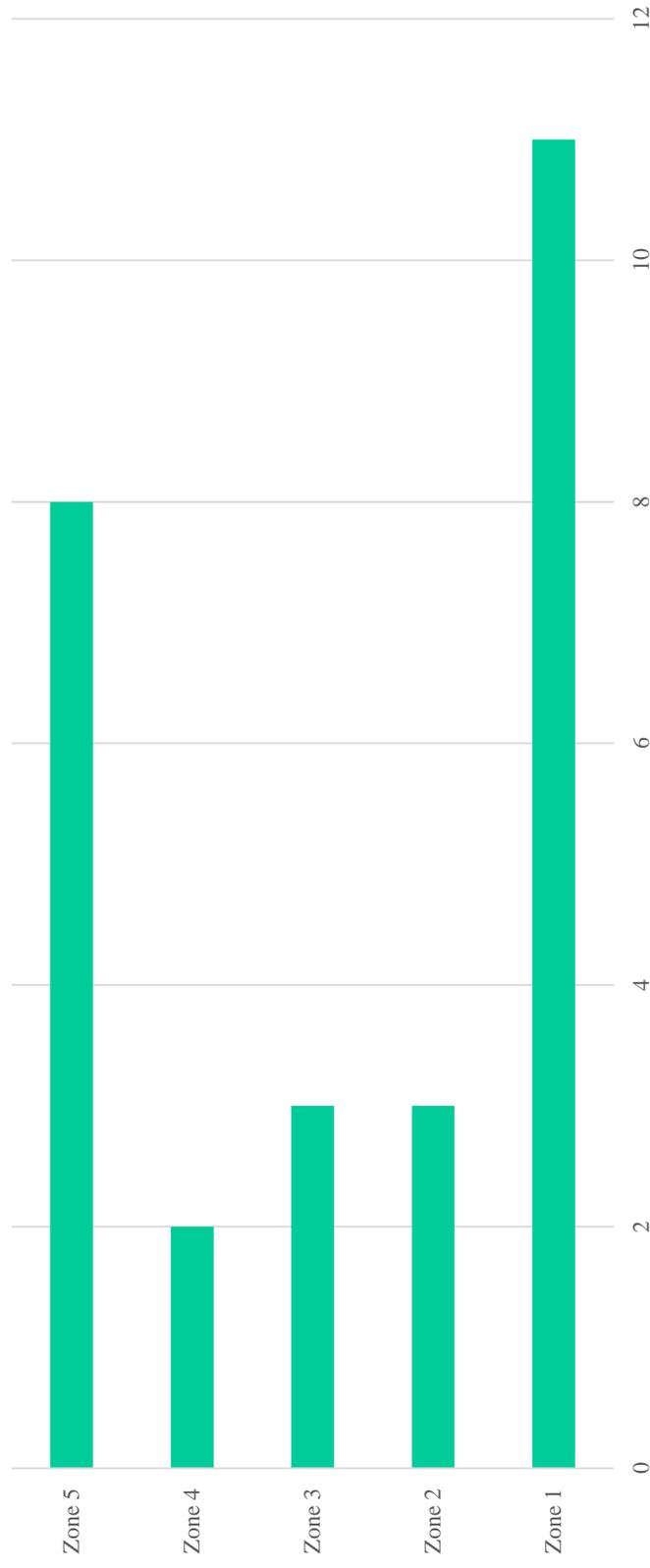
À quel(s) endroit(s) votre entreprise offre-t-elle des services de formation en langue seconde?



Pour quel type de formation votre entreprise serait-elle intéressée à fournir des services au gouvernement du Canada?



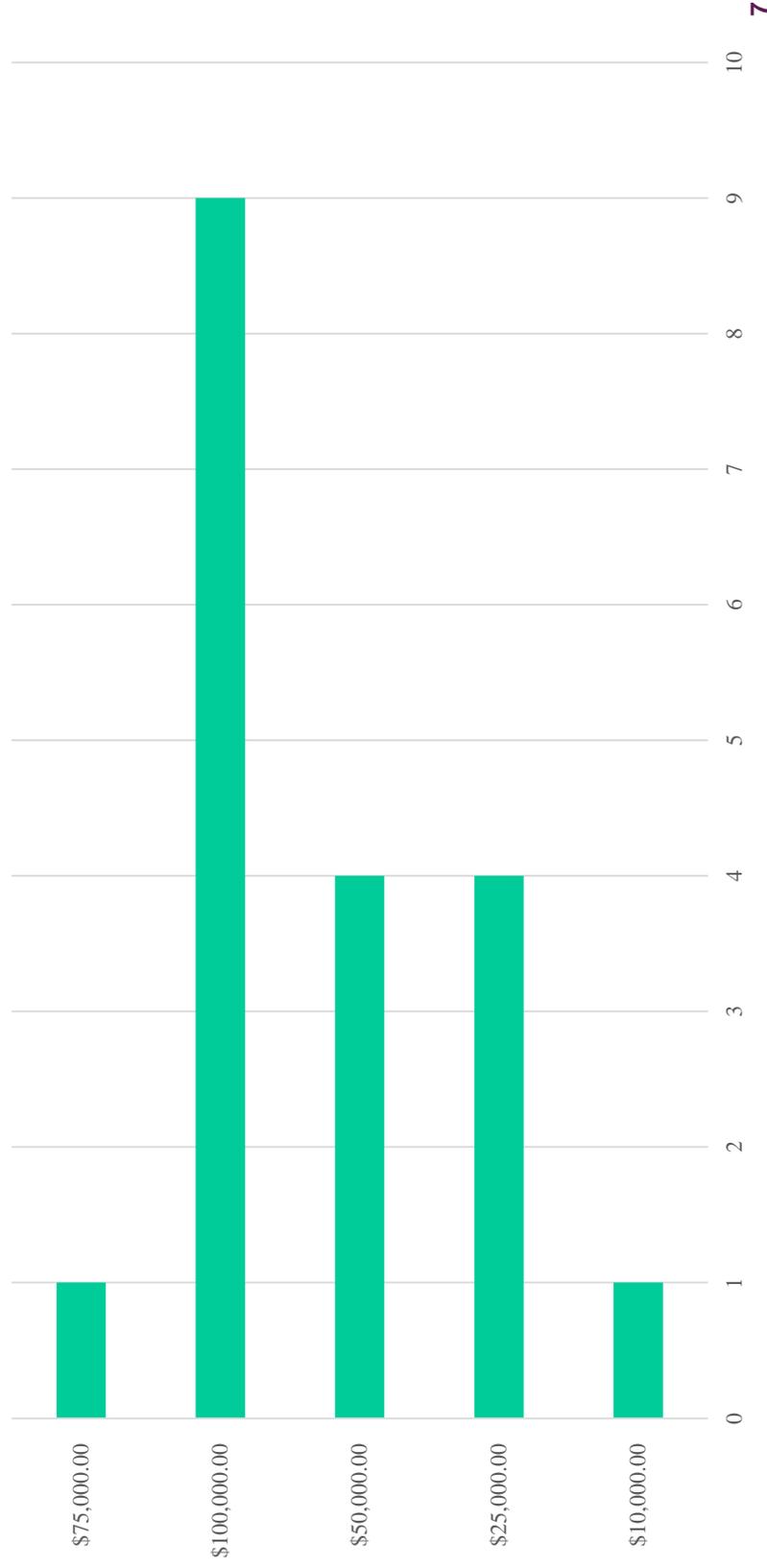
À l'intérieur de quelle zone vos locaux de formation se situent?



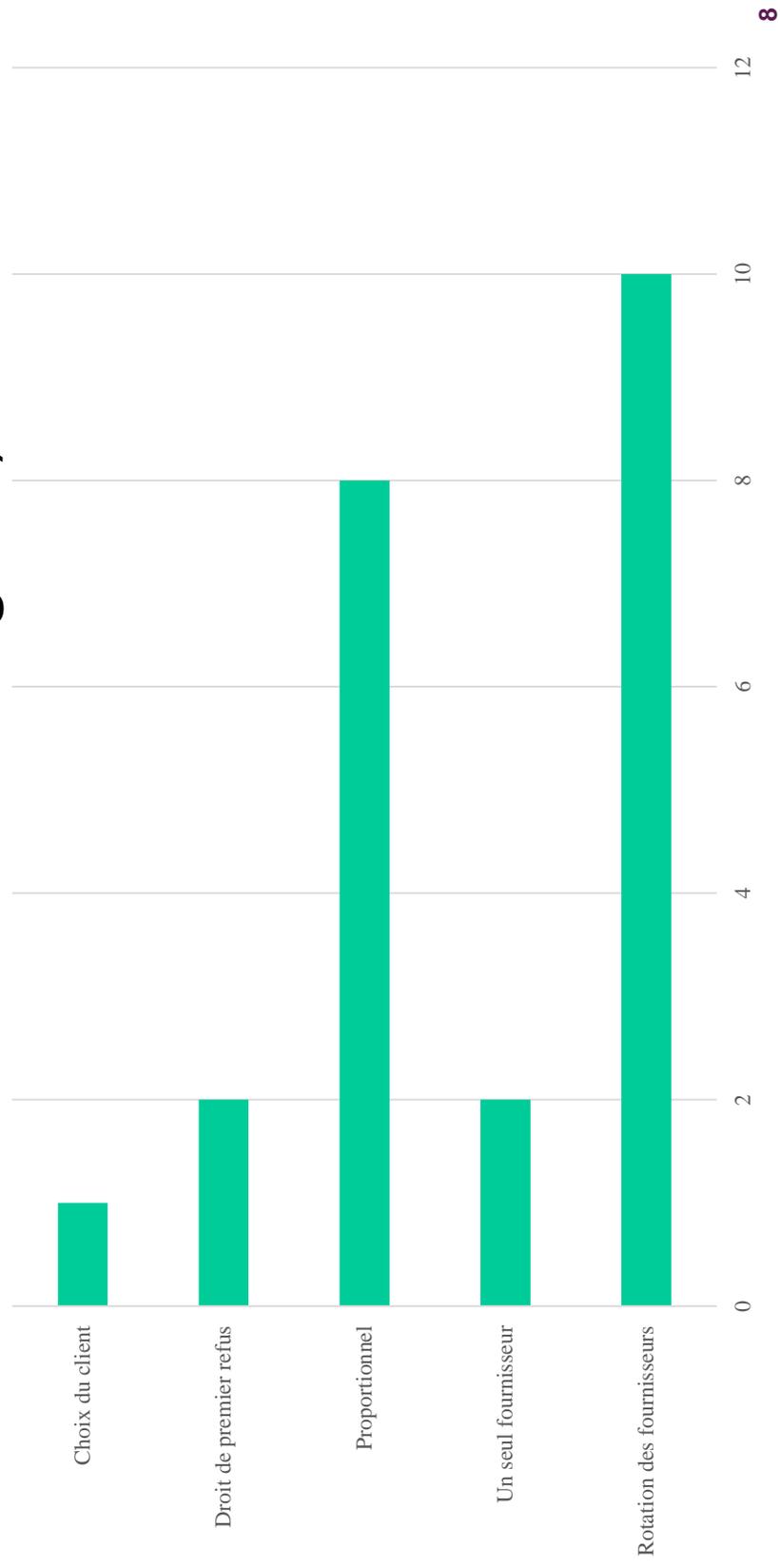
Zone 1 est un rayon de 2km autour du centre-ville, chaque zone augmente le rayon de 1km.



Valeur maximale pour une commande dirigée



Méthode d'allocation des commandes à privilégier (valeur plus élevée que commandes dirigées)



Commentaires type d'allocation du travail à privilégier

Proportionnel	Meilleure inclusion des petites et moyennes entreprises Juste et équitable
Premier refus	Plus équitable
Rotation	3 fournisseurs maximum Plus équitable Stimule la compétition entre les écoles Permet de garantir les ressources Diversifier les fournisseurs (pas seulement ceux déjà connus)
Autre	1 ou 2 fournisseurs seulement pour la formation en classe et 1 fournisseur pour la formation en ligne Selon le mérite (satisfaction, service client) Choix du client

Commentaires sur les programmes de formation

- Aucun autre programme spécifique à la fonction publique n'existe
- Obsolète
- Comment gérer les programmes des écoles autrement que par les plaintes?
- Problèmes version papier : environnement, pédagogie, financier
- Sans programme commun il y aura un manque de continuité entre les écoles.
- Investissement pour les écoles pour créer leur programme, favorise les écoles qui ont déjà leur programme

Commentaires sur les programmes de formation (suite)

- Nous pouvons nous adapter ou avons déjà une formation maison
- Comment avoir l'équité entre les fournisseurs sans programme commun?
- GoC devrait faire un contrat pour le développement et le maintien du curriculum afin d'avoir une approche similaire entre les régions.

Autres commentaires

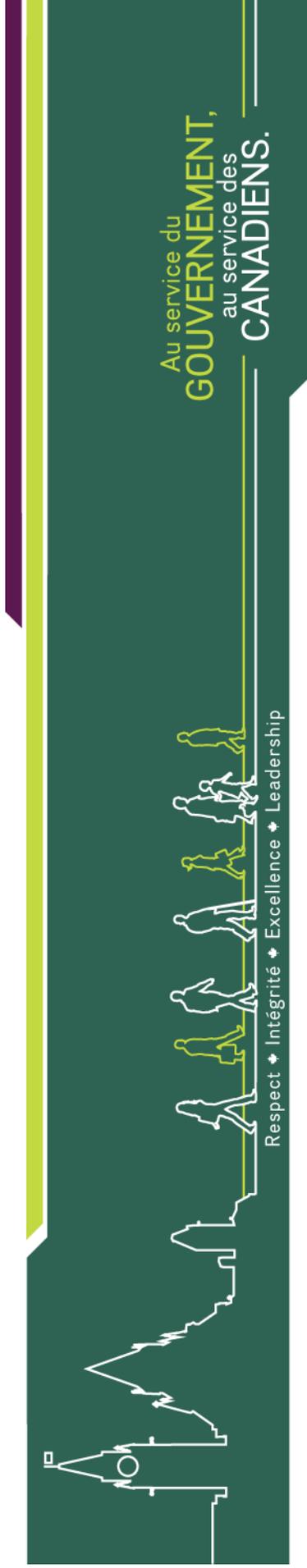
- Prolonger les offres à commandes actuelles
- Les diplômes en enseignement langue seconde sont récents
- Conserver les programmes en ligne encore 2 ans pour donner le temps aux écoles de mettre en place des solutions
- Demander aux fournisseurs de payer un abonnement pour l'accès aux programmes. Cet argent serait investi pour adapter le contenu.
- Le problème actuel n'est pas le programme, mais bien l'enseignement
- La prochaine DDP doit aborder les exigences de base de la formation en langue seconde; formation uniforme, accès au fur et à mesure des besoins, prix de marché réaliste, et une forte rétroaction / boucle d'évaluation qui assure une amélioration continue.

12



Autres commentaires (suite)

- avoir un partenaire de prestation de programme qui gère la prestation de la formation en langue seconde à l'échelle nationale (organiser les ressources, les fournisseurs, les installations et la surveillance fondée sur la demande prévue)
- Ne pas seulement baser l'évaluation sur le plus bas prix
- Zone 1 est trop petite, favorise un petit nombre d'écoles
- Assouplir les critères d'évaluation



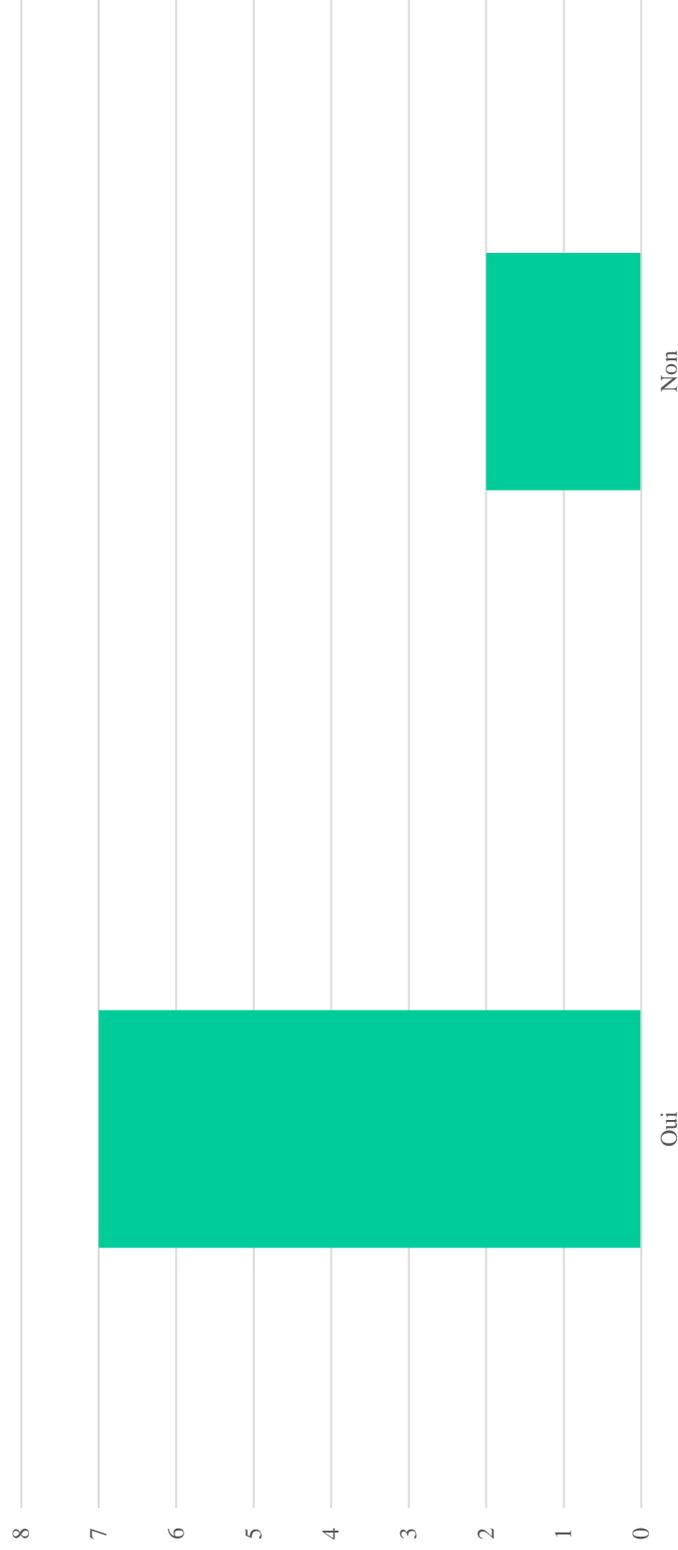
Résultats de la demande de renseignement ayant fermée le 21 janvier 2019

Services de formation en langues
secondes

EN578-191887/B



1. Est-ce que des aspects quelconques du besoin limitent votre capacité ou votre intérêt à répondre à une éventuelle demande d'offre à commandes?



Commentaires –

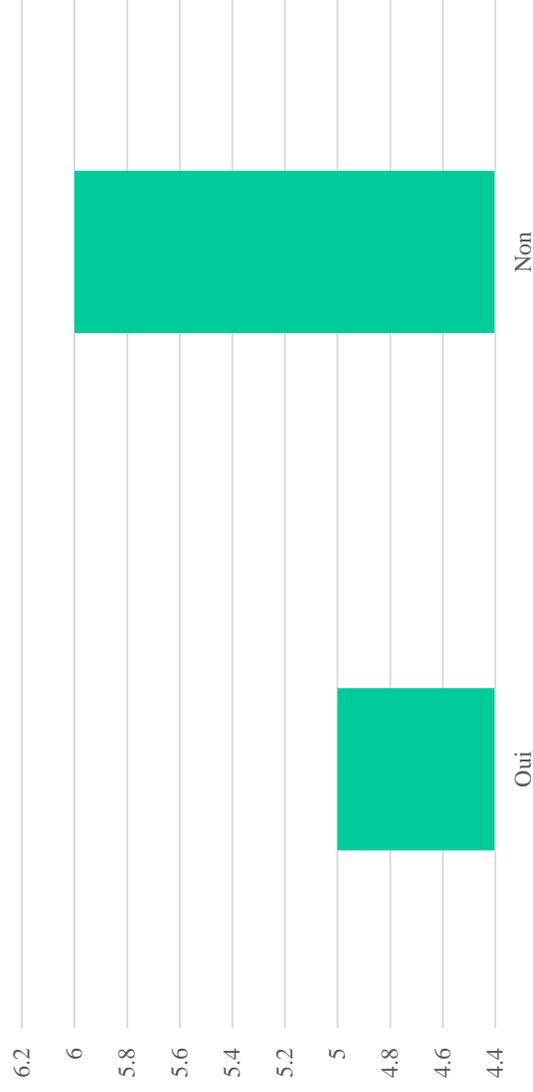
Aspects limitants l'intérêts

1. La formation des groupe pour la formation de groupe temps plein et temps partiel chez l'offrant
2. La qualification des ressources (diplômes et expérience)
3. Doit enseigner les 2 langues secondes

Commentaires – Tests de placement

1. Les fournisseurs veulent fournir les tests, mais pour leurs propres services de formation.
2. Certains fournisseurs ont mentionné des conflits potentiels si l'offrant qui donne la formation n'est pas le même que celui qui effectue les tests.

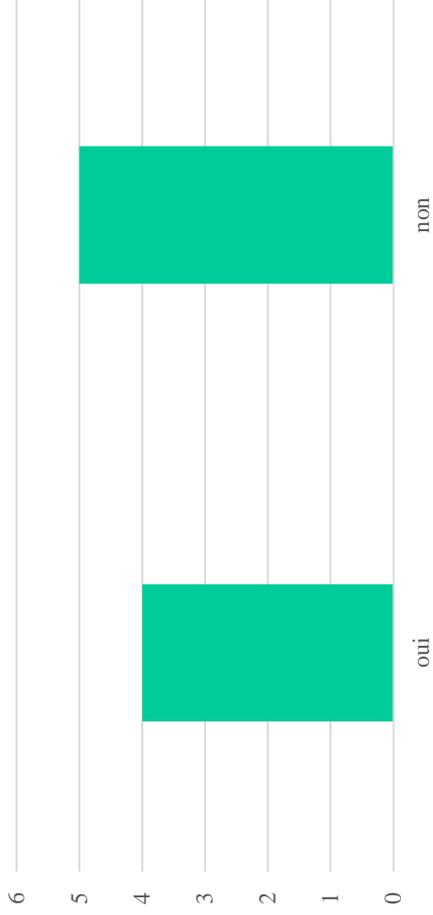
3a) Est-il possible pour votre entreprise d'obtenir des ressources rencontrant les exigences?



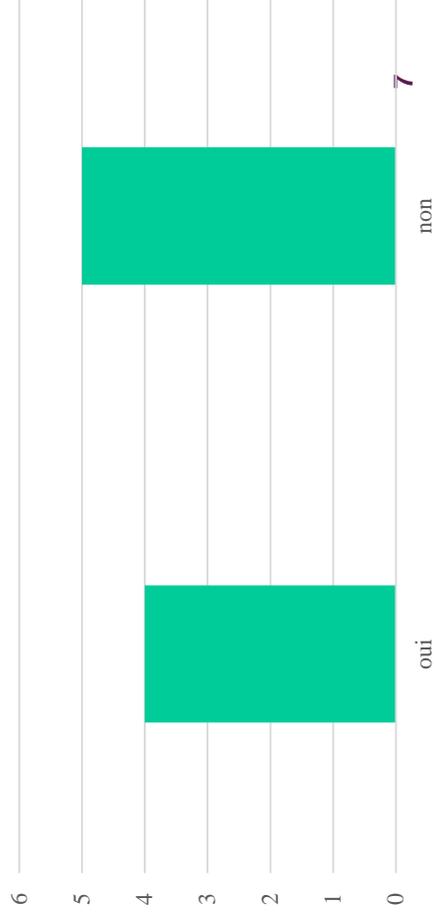
Commentaires – Évaluation des ressources

1. Diplôme universitaire seulement, ajouter des diplômes à la liste
2. Plus d'expérience de supervision et moins en enseignement pour le conseiller
3. Vérifier les références des enseignants
4. Avoir une option sans diplôme spécialisé pour le conseiller pédagogique
5. Évaluer les conseillers pédagogiques avec l'offre (critère obligatoire et/ou coté)

4b) Est-ce que cette méthode est réaliste pour les cours de groupe ?



c) Est-ce possible de donner de la formation de groupe sans calendrier prédéterminé?



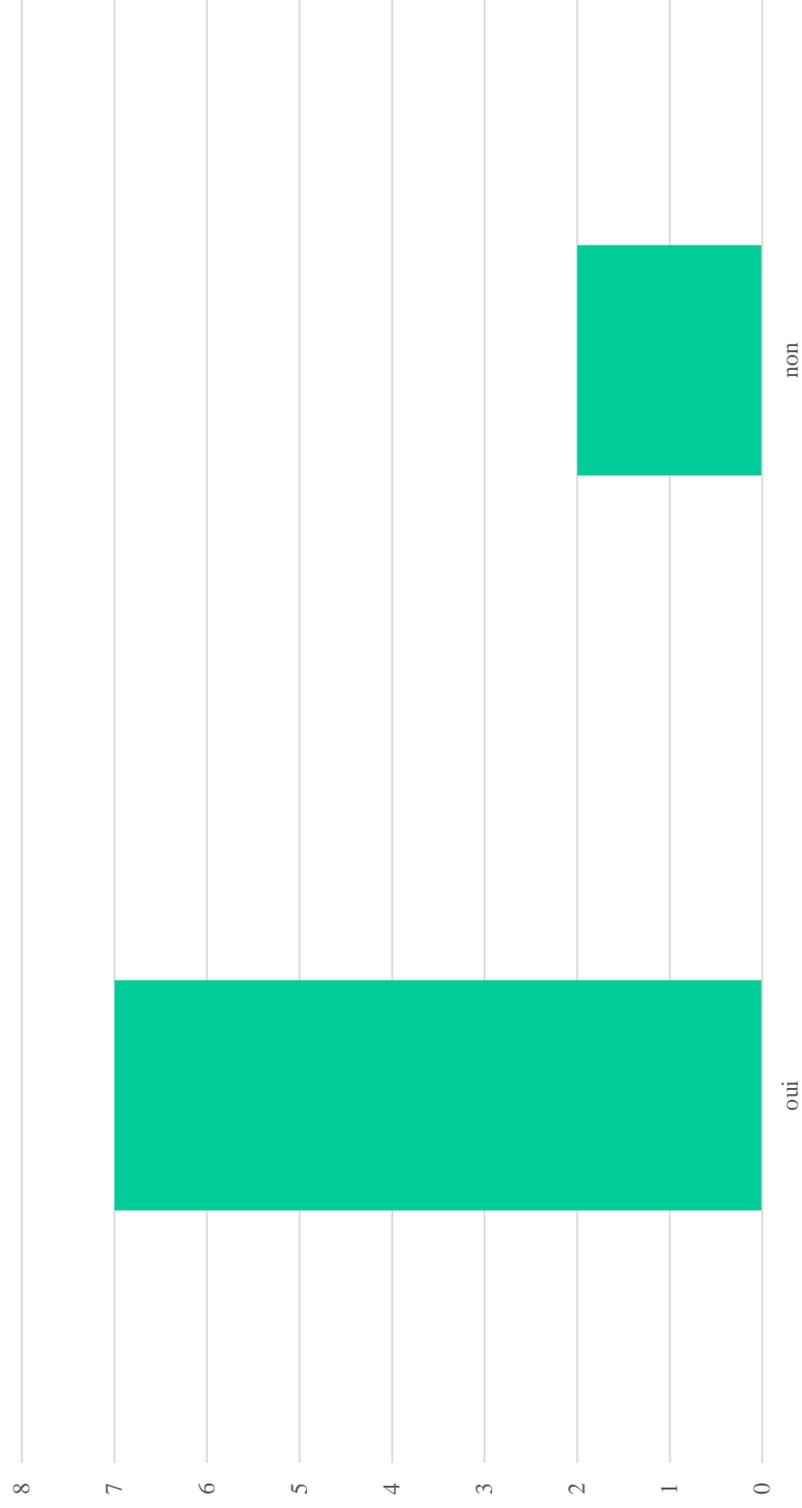
Commentaires – Formation de groupe

1. Problème de planification si peu de volume
2. Les écoles peuvent publier leur propre calendrier, mais ministères doivent les respecter.
3. Difficile à gérer si l'allocation des commandes n'est pas pré-déterminée selon les dates et les niveaux

8



4d) Est-ce que votre entreprise préférerait une autre méthode de sélection de l'offrant pour les commandes subséquentes?



Commentaires – Commandes subséquentes

1. Avec calendrier prédéterminé pour les cours de groupes
2. Rotation est plus inclusive et juste
3. Méthodes actuelles
4. Basé sur la qualité et non le prix
5. Laisse l'utilisateur désigné choisir, sans facteurs

Commentaires – Exigences de sécurité

1. Aucun fournisseur mentionne une difficulté à rencontrer les exigences de sécurité.
2. Processus de vérification du personnel long avec CLSD. Peut avoir une incidence sur les commandes.
3. Possibilité d'escorte à la place?

Commentaires – Évaluation technique

1. Ajouter des critères cotés:
 - expérience de l'école avec chaque type de formation
 - Nombre/qualité de locaux
 - Expérience de supervision du conseiller
 - Proximité des apprenants
2. Critères cotés trop qualitatif
3. Ajouter des critères obligatoires

Commentaires – Évaluation financière

1. Contre la considération du prix le plus bas dans la formule proposée.
2. Utiliser une médiane pour l'évaluation financière

Commentaires – sélection des offrants

1. Modifier pour une sélection des offrants selon 75% technique et 25% financier.
2. Basé sur la note technique uniquement.
3. Méthode de la note globale semble incomprise.